Le pouvoir aux travailleurs

30 Mars 2019

N° 253

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

L'ÉTAT-PATRON, COMME LES CAPITALISTES, NE CONNAIT QUE LE LANGAGE DE LA FORCE — Page 3

APRÈS LE SCANDALE DU PROBO KOALA, CELUI DU RIZ AVARIÉ ? — Page 5

DESTRUCTION ANNONCÉE DES QUARTIERS PRÉCAIRES UNE ÉNIÈME ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES — Page 9-10

MALI : UNE TRAGÉDIE QUI ÉTAIT PRÉVISIBLE — Page 14-15

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL :	
- L'ÉTAT-PATRON, COMME LES CAPITALISTES, NE CONNAIT QUE LE LANGAGE DE LA FORCE	3
- L'ÉDUCATION ET LA FORMATION SONT LOIN D'ÊTRE UNE PRIORITÉ POUR LES GOUVERNANTS …….....	4 - 5
- APRÈS LE SCANDALE DU PROBO KOALA, CELUI DU RIZ AVARIÉ ?....	6
- DESTRUCTION ANNONCÉE DES QUARTIERS PRÉCAIRES UNE ÉNIÈME ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES ……..	6 - 7
- DRÔLE DE CIVISME !……	7
- DERRIÈRE « L'OBJECTIF *ZÉRO MORT* », IL Y A UNE AFFAIRE DE GROS SOUS ! ….....	7 - 8
- CMU : BEAUCOUP DE BRUIT POUR PAS GRAND-CHOSE ! ……	8
- QUAND DES DÉPUTÉS SONT AU TRAVAIL ! ….....	8 - 9
- TOUT UN SYMBOLE D'UNE SOCIÉTÉ BARBARE !.....	9
- UNE BONDIEUSERIE À LA SAUCE GRADEL !…….....	9
- LA SÉCURITÉ, SELON QU'ON SOIT RICHE OU PAUVRE …….....	10
- PRIVATISATION DES HÔPITAUX : UNE MESURE ANTIPOPULAIRE ….	10 - 11
- RECRUDESCENCE DES ATTAQUES DE MICROBES : LES POPULATIONS ABANDONNÉES À LEUR SORT ……	11 - 12
- MENACE DE POLLUTION DE LA NAPPE PHRÉATIQUE A YOPOUGON : CE N'EST PLUS LE MOMENT DES CONSTATS ! ……..	12
- MATERNITÉS : L'ÉTAT N'EST PAS PRESSÉ DE METTRE FIN AUX TRACASSERIES ADMINISTRATIVES ……	13
- MALI : UNE TRAGÉDIE QUI ÉTAIT PRÉVISIBLE……	14 - 15

E d i t o r i a l

L'ÉTAT-PATRON, COMME LES CAPITALISTES, NE CONNAIT QUE LE LANGAGE DE LA FORCE

Après deux mois de grève, les enseignants des écoles publiques ont repris le travail sans avoir obtenu quelque chose de concret de la part du gouvernement. Ils revendiquaient des augmentations de salaire et de la prime de logement, le payement des heures supplémentaires ainsi que l'amélioration de leurs conditions de travail, entre autres.

La seule chose que le gouvernement a proposé c'est de commencer la négociation autour d'une table. C'est le signal que certains dirigeants syndicaux attendaient pour mettre fin à la grève. Eux, ils vont peut-être gagner quelque chose en échange de leur ralliement mais pas les enseignants qui ont fait l'effort de maintenir la pression durant deux mois pour faire valoir leurs légitimes revendications.

Il faut se rappeler la grève du personnel hospitalier à la fin de l'année dernière. Leurs syndicats regroupés au sein de la « Cordi-Santé » avaient fait arrêter le mouvement contre la volonté d'une partie des grévistes en échange de la proposition du ministre de la Santé de se mettre autour de la table de négociations. Le résultat est que certains grévistes de la Santé ont eu, à juste raison, le sentiment de s'être fait rouler dans la farine.

En tout cas, lors de la récente grève des enseignants, si certains souhaitaient poursuivre le mouvement jusqu'au bout, c'est-à-dire ne pas se contenter de simples promesses, ils n'ont pas réussi à entrainer les autres dans leur mouvement.

Ce qu'on peut constater c'est qu'à chaque fois que les petits salariés de la Fonction publique se mettent en grève, l'Etat-patron se comporte comme les capitalistes qui exploitent les travailleurs dans les usines et dans les chantiers. Lorsque les travailleurs se mettent en grève, leurs employeurs essaient dans un premier temps de casser le mouvement en promettant des choses mais à condition que les travailleurs reprennent le travail. L'Etat-Patron comme les capitalistes, d'où qu'ils soient, procèdent par des ruses, des menaces et des intimidations de toutes sortes contre les travailleurs. Si nécessaires, ils essaient d'acheter quelques représentants des grévistes. Et lorsqu'ils n'obtiennent pas satisfaction, ils font venir la police pour taper sur les grévistes et les faire embarquer au commissariat ou à la Maca.

Dans le secteur privé comme dans le public, c'est une guerre de classes. Les travailleurs et les petits salariés n'ont que leur nombre et leur force collective pour faire aboutir leurs revendications. La grève et la mobilisation dans la rue sont leurs armes pour obtenir collectivement des améliorations dans leurs conditions d'existence.

L'ÉDUCATION ET LA FORMATION SONT LOIN D'ÊTRE UNE PRIORITÉ POUR LES GOUVERNANTS

C'est ce lundi 25 mars que les cours ont normalement repris dans les écoles en Côte d'Ivoire. Depuis près de deux mois, les enseignants étaient en grève. Face à leurs revendications, les autorités de tutelle ont préféré jouer au pourrissement, à la division et à la répression. Mais ces manœuvres au lieu d'affaiblir le mouvement, le radicalisait de sorte que les autorités ont fini par se résoudre à discuter avec les grévistes. C'est suite à des rencontres avec le 1er ministre du 21 et 22 mars que les enseignants ont levé leur mot d'ordre de grève pour un mois. Ce que les responsables gouvernementaux exigeaient comme préalable à toutes discussions.

La grève a été déclenchée le 22 janvier par une coalition de syndicats autour de cinq points de revendications : 1- la revalorisation des indemnités de logement des enseignants, 2- la suppression des cours du mercredi au primaire, 3- le relèvement au double des primes liées aux examens et la rémunération de leur surveillance, 4- le paiement des 500.000 F dus aux enseignants ex contractuels et la réintégration des 97 radiés en 2014 pour fait de grève, 5- la suppression de l'emploi d'instituteur adjoint.

Dès le départ la grève a été largement suivie sur l'ensemble du territoire national. Les autorités en charge de l'éducation ont commencé par nier le succès du mouvement. Mais face à l'évidence, le gouvernement a essayé d'affaiblir la grève en la qualifiant de « *grève à relent politique* ». Il encouragea la délation et donna l'ordre aux policiers de réprimer les grévistes.

Des policiers ont été postés devant les écoles pour soi-disant assurer la sécurité des enseignants qui voudraient donner cours mais qui auraient peur des représailles de leurs collègues en grève. Il sera exigé des chefs d'établissements scolaires de faire au quotidien la liste des enseignants grévistes et de les transmettre au ministère de tutelle. C'est sur la base de cette liste que des ponctions ont été faites sur les salaires des grévistes au premier mois de grève.

À Bouaké, le 25 février, un regroupement d'enseignants est attaqué pas des hommes cagoulés et armés. On dénombrera 5 blessés graves parmi les enseignants. 15 motos leurs appartenant ont été incendiées. Dans certains villages, des instituteurs ont été pris en chasse et leurs habitations incendiées.

Le gouvernement va aussi procéder à l'arrestation de quelques responsables syndicaux à Abidjan, Bouaké et Man.

Le mois de mars a commencé avec un durcissement de la situation. Le gouvernement a fait passer un responsable syndical à la télé pour appeler à la suspension du mot d'ordre de grève et à la reprise des cours pour le lundi 04 mars.

Toutes ces mesures n'ont pas eu le résultat escompté. Bien au contraire, le mouvement s'est généralisé. Les professeurs d'universités se sont solidarisés au mouvement pour protester contre les arrestations de syndicalistes et en ont profité pour mettre sur le tapis des revendications qui leurs sont propres, notamment le payement des heures supplémentaires contestées par la direction universitaire.

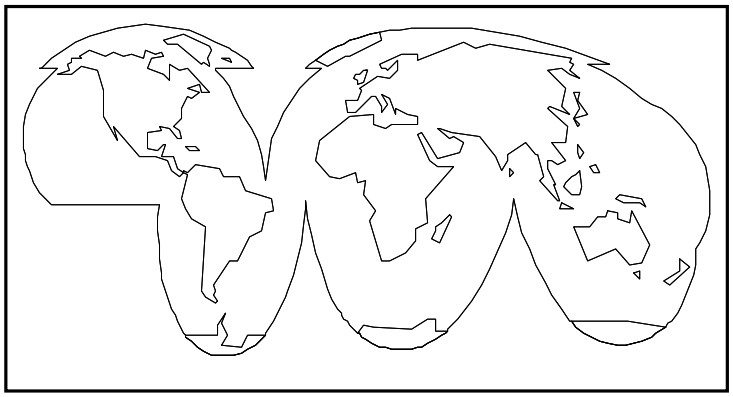
Les élèves des écoles publiques dont les enseignants étaient en grève ont procédé au délogement de leurs camarades des écoles privés. À Bouaké, les élèves et étudiants ont bloqué la voie internationale pour interpeler les gouvernants. Les actions des élèves et étudiants pour appeler à la reprise des cours se sont transformées en confrontations quotidiennes avec la police suivies de leurs lots d'arrestations.

De nouveau, le gouvernement hausse le ton en suspendant le salaire des grévistes et en gelant leurs comptes. Les enseignants ne cèdent pas à la menace et campent sur leur position et les tentatives de négociation ne donnent rien.

C'est ainsi que la Fesci, syndicat des élèves et étudiants, va décréter des journées d'action sur l'ensemble du territoire face à la menace d'année blanche qui commençait à se profiler après deux mois de suspension de cours. Le 19 mars, des marches ont été organisées à travers tout le pays. Et comme c'est le cas toujours, inévitablement, cela a donné lieu à des confrontations entre élèves et étudiants contre les policiers. Les images de ces déferlements d'élèves dans les rues ou des affrontements avec la police ont fait le tour des réseaux sociaux, plus particulièrement, celles de l'arrestation des gamins de 12 à 15 ans.

C'est dans ce contexte que les discussions ont été entamées entre gouvernement et enseignants sous l'égide du 1er ministre. Les cours ont repris, les enseignants et élèves mis aux arrêts ont été libérés, les comptes ont été dégelés. Mais, ce pour quoi, la grève avait commencé demeure. Le gouvernement va se prévaloir de la signature de la trêve sociale de 5 ans pour ne rien lâcher. Reste à savoir si les enseignants qui ont déjà montré leur combativité vont s'en laisser conter.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

APRÈS LE SCANDALE DU PROBO KOALA, CELUI DU RIZ AVARIÉ ?

On apprend que 18 milles tonnes de riz impropre à la consommation ont été déchargés au port d'Abidjan. Les autorités ont beau nous rassurer après coup que ce riz ne pouvait en aucun cas se retrouver sur le marché ivoirien. Et pourquoi donc ce bateau a-t-il été autorisé à décharger son contenu si ce n'est pas pour l'écouler ?

Heureusement que l'alerte a été donnée par une personne en Guinée où ce même bateau venait de débarquer 4000 tonnes de ce même riz avant de vider tout le reste dans les entrepôts du port d'Abidjan.

Tout le monde sait que la douane est une passoire, le lieu de tous les trafics ! Moyennant quelques bakchichs distribués à certains hauts fonctionnaires ou dignitaires véreux, les capitalistes parviennent à se faire beaucoup d'argent quitte à empoisonner les gens.

De nombreux habitants de la ville d'Abidjan, surtout ceux des quartiers pauvres, se souviennent encore de l'odeur nauséabonde des déchets toxiques mortels du bateau Probo Koala que les capitalistes avaient déversés çà et là pour s'en débarrasser à bon compte. Cela a fait plusieurs morts et plusieurs personnes gravement malades.

C'est dire qu'il n'y a rien de nouveau sous le règne du capitalisme ; les populations pauvres ne sont à l'abri d'aucun danger !

DESTRUCTION ANNONCÉE DES QUARTIERS PRÉCAIRES UNE ÉNIÈME ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES

Le ministre de la Construction a annoncé une destruction massive des quartiers dits précaires. Dans son intervention, il a révélé que dans la seule ville d'Abidjan, il y aurait 132 quartiers précaires, qui occupent une superficie supérieure à 10 fois celle du quartier du Plateau, et qui abriteraient 1.200.000 Abidjanais, sur une population de 5 millions.

Ce ministre a fait mine de s'émouvoir en disant par exemple : « *Nous n'avons pas le droit d'être indifférents et de regarder ces quartiers précaires se développer et se multiplier, dans des conditions dangereuses et indignes pour les populations qui y habitent* ». Mais que fait-il contre cela ? Son Plan de viabilisation soutenu par la Banque Mondiale ne concerne que 5 quartiers sur les 132 dénombrés. Les 127 autres quartiers qu'il est incapable de viabiliser, il va les faire démolir purement et simplement et du coup jeter à la rue au bas mot un million de personnes. Voilà sa manière à lui de mettre fin au « *développement et à la multiplication des quartiers précaires* ».

L E U R S O C I E T E

Il affiche là tout son mépris pour les populations pauvres habitant les bidonvilles.

Ce gouvernement passe le clair de son temps à détruire les quartiers pauvres mais cela ne résout en rien le problème des quartiers précaires. Cela ne fait que déplacer le problème puisque les populations qui sont déguerpies d'un endroit donné ne disparaissent pas du jour au lendemain. Elles vont s'installer dans d'autres quartiers précaires, beaucoup plus loin. Les gens du gouvernement le savent pertinemment, mais le seul but de ces opérations, c'est de libérer des terrains bien placés pour les céder aux riches.

Un gouvernement qui se soucierait un tant soit peu de la situation des populations pauvres commencerait par construire des logements sociaux pour reloger les habitants avant de procéder à la destruction des quartiers précaires. Mais attendre cela de ces gens-là, c'est comme attendre du lait d'un bouc.

DRÔLE DE CIVISME !

Une haute autorité dans l'enseignement a déclaré tout dernièrement que les syndicats qui représentaient les enseignants grévistes ont « *fait preuve de civisme en levant le mot d'ordre de grève* ».

Ainsi, selon la position où on se trouve, certains y voient du « *civisme* » là où d'autres y verraient une « *trahison* », quand on sait qu'aucun point majeur des revendications des enseignants en grève n'a trouvé une issue favorable jusque-là !

DERRIÈRE « L'OBJECTIF *ZÉRO MORT* », IL Y A UNE AFFAIRE DE GROS SOUS !

La ministre de l'Assainissement Anne Ouloto a annoncé que dorénavant les eaux de pluies ne causeront plus de morts. A priori, son « *objectif zéro mort pour 2019 »* parait louable, mais en réalité il cache un « *objectif* » moins avouable qui consiste à chasser les populations pauvres qui habitent sur des terrains convoités par les promoteurs immobiliers.

La vérité est que la vie et la santé des petites gens n'ont jamais été un souci pour ceux qui gouvernent ce pays, et cela ne date pas d'aujourd'hui.

L E U R S O C I E T E

Demandons leur donc : combien de milliers de morts, il y a-t-il chaque année, à cause des mauvaises conditions de travail dans les usines et les chantiers ? Faute de soins adéquats, en cas de maladie ? À cause d'un simple palu ! Combien d'enfants meurent parce que les parents ne disposent pas du minimum élémentaire ? Combien de personnes meurent de pauvreté ?

Il en est ainsi et il en sera toujours ainsi tant que les travailleurs ne changeront pas de fond en comble cette société pourrie par le capitalisme.

CMU : BEAUCOUP DE BRUIT POUR PAS GRAND-CHOSE !

Le gouvernement fait tout un tapage sur la Couverture Maladie Universelle (Cmu). A l'approche des élections, cela peut toujours servir pour attirer des électeurs mal informés. Mais à y voir de plus près, c'est comme un tonneau vide, il fait d'autant plus de bruit qu'il est creux !

Avant même que ça ne démarre, on apprend que « *les pathologies lourdes ne sont pas prises en compte* ». Ce qui veut dire en clair qu'en cas de maladie grave, ceux qui n'ont pas les moyens de payer les soins seront toujours condamnés à mourir.

La deuxième information concerne le parcours que le malade doit faire obligatoirement pour être pris en charge : passer d'abord dans un « *centre de santé* », ensuite dans un « *hôpital général* » ou un « *centre hospitalier régional* » et seulement après, s'il n'est pas encore mort en chemin, il sera orienté dans un « *Centre hospitalier universitaire* » (Chu).

La troisième information c'est qu'il faudra encore patienter jusqu'en 2020, une fois que les centres de santé seront vraiment fonctionnels. Le gouvernement est parait-il en train de les « *mettre à niveau* ». Autant dire que les guérisseurs de quartier, les pasteurs et les charlatans de tout poil ont encore de beaux jours devant eux !

Par contre, les riches, eux, ils peuvent dormir tranquilles.

QUAND DES DÉPUTÉS SONT AU TRAVAIL !

Une délégation de députés Rhdp s'est rendue à Abobo pour « *instruire les populations* » sur la politique du gouvernement en matière de « *lutte contre la pauvreté* ».

L E U R S O C I E T E

C'est à croire que ces prétendues actions du gouvernement sont tellement invisibles aux yeux de ceux qui souffrent de la pauvreté qu'il a fallu envoyer sur place des menteurs professionnels pour raconter des salades aux habitants pauvres d'Abobo qui n'auraient pas constaté des changements dans leur vie quotidienne.

Bien entendu, ces députés qui prétendaient apporter la « *vraie information* », ne sont pas allés jusqu'à dévoiler que le gouvernement qu'ils soutiennent a prévu de distribuer en 2019 plusieurs centaines de milliards de francs… aux plus riches, sous forme de cadeaux fiscaux en tout genre.

C'est dire à quel point le gouvernement lutte contre la pauvreté… en engraissant les plus riches !

TOUT UN SYMBOLE D'UNE SOCIÉTÉ BARBARE !

Les gens du pouvoir sont fiers d'accueillir sur le sol ivoirien le 1er « *Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition en Afrique* ». Ça a surtout l'air de « *centre d'engraissage* » pour certaines personnalités proches du pouvoir.

Il y a pourtant de quoi être révolté de savoir que dans ce pays où il pleut abondamment, où il ne manque pas de terres cultivables, où il y a des étendues d'eau et même la mer, il y a des gens qui souffrent de la faim et de la malnutrition.

Et le fait que c'est la Côte d'ivoire qui accueille un tel centre est tout un symbole ! Il y a dans ce pays une extrême richesse pour la minorité de parasites et une extrême pauvreté pour la grande majorité de la population laborieuse. Elle est là la réalité révoltante que leur cache-misère ne peut pas masquer !

UNE BONDIEUSERIE À LA SAUCE GRADEL !

Le journal Fraternité-matin nous apprend que le footballeur Max Gradel a offert plusieurs billets d'avion à des pasteurs et des imams pour qu'ils aillent en pèlerinage à l'endroit de leur choix :

Mais comment peut-il être sûr d'avoir bien misé, puisqu'il a omis d'envoyer en pèlerinage le sorcier, le marabout, le prêtre catholique, le voyant de son quartier, le bouddhiste et bien d'autres « *confidents des dieux* » puisqu'il y en a de toutes les obédiences ? les uns en Israël et les autres à la Mecque. En retour, il leur demande de prier pour lui, sa carrière et ses amis. Comme le dit un proverbe : Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Ce qui est sûr c'est que sa carrière de riche footballeur n'a rien à voir avec tout ce cinéma !

L E U R S O C I E T E

LA SÉCURITÉ, SELON QU'ON SOIT RICHE OU PAUVRE

Le ministre de l'Intérieur se vante d'avoir assaini la situation d'insécurité en Côte d'Ivoire. Il dit que « *l'indice de sécurité* » est passé de 3,4 en 2012 à 1,3 aujourd'hui. Son gouvernement a fait quoi donc ? Il a équipé, dit-il, la police de près de 1000 nouveaux véhicules depuis 2011, réhabilité les 118 commissariats du pays, créé cinq nouveaux commissariats depuis 2018, acheté 10 milles tenues pour habiller ses policiers, etc.

Monsieur le ministre, votre indice de sécurité en baisse concerne peut-être votre quartier riche où il y a des vigiles et des policiers partout. Ce n'est pas la même chose dans nos quartiers pauvres où les policiers fuient comme des lapins au premier grabuge !

Comment l'insécurité peut donc diminuer quand le simple travail on ne trouve pas ! Même ceux qui tentent de se débrouiller sur le bord des trottoirs, vous envoyez vos hommes armés pour les déguerpir ! Et lorsque des travailleurs luttent dans leurs usines ou sur leurs chantiers contre le capitaliste qui les vole et les exploite, vous envoyez vos policiers pour les gazer et les frapper. Là, ce n'est pas nous qui créons l'insécurité mais nos patrons. Mais c'est à nous que vous vous en prenez car votre camp c'est celui de nos exploiteurs.

Alors, votre cinéma sur la baisse de l'insécurité, allez le jouer ailleurs que chez nous !

PRIVATISATION DES HÔPITAUX : UNE MESURE ANTIPOPULAIRE

Le 12 Mai dernier, le gouvernement a annoncé l'adoption d'un avant-projet de loi pour soi-disant réformer les hôpitaux publics. Désormais, les CHU, les CHR et les Hôpitaux Généraux deviendront des Établissements Publics Hospitaliers (EPH). Pour justifier ce changement, le porte-parole du gouvernement dit en substance : « *Ce projet de loi engage une réelle modernisation de la gouvernance de l'organisation et du fonctionnement des établissements hospitaliers compte tenu de la faculté reconnue aux EPH d'exercer suivant un mode de gestion privé* ». Ces gens-là savent trouver des phrases tarabiscotées pour enrober leurs coups fourrés contre les pauvres. En réalité, les hôpitaux publics seront construits, équipés, entretenus par l'État, mais c'est la gestion qui sera confiée au privé. Donc l'Etat investit, et ce sont des privés qui ramassent le profit. C'est exactement le même mode de fonctionnement qu'ont la CIE et la SODECI qui ont été privatisées dans les années 90.

L E U R S O C I E T E

Face à la grogne que cette annonce a suscitée dans la population, le ministre de la Santé s'est répandu dans les médias pour affirmer qu'il ne s'agit pas d'une privatisation. Mais tous ces arguments ne convainquent personne.

Depuis des décennies, l'Etat se désengage progressivement du secteur de la santé. Aujourd'hui le ratio médecin-population est à un médecin pour près de 6000 habitants. Là où l'État s'est engagé à consacrer 15 % de son budget à la santé, il n'en consacre que 6 %.

Le résultat de cette politique est que les hôpitaux publics sont devenus des mouroirs pour pauvres. Il manque de tout : médicaments de première nécessité, lits d'hospitalisation, personnel soignant, etc. Les coûts des soins ne cessent de grimper. Nombreux sont les travailleurs et les populations pauvres qui ne peuvent plus s'y soigner. Les cliniques privées, n'en parlons même pas.

Quoi d'étonnant alors que de nombreuses personnes aient recours à l'automédication, aux médicaments de la rue, sans parler de charlatans qui prolifèrent dans tous les coins.

Si le gouvernement voulait vraiment moderniser les hôpitaux publics, il commencerait par investir massivement dans le domaine de la santé, en construisant de nouveaux hôpitaux, en équipant réellement ceux qui existent, en recrutant massivement des personnels soignants. Mais au lieu de ça, le pouvoir se sert du prétexte de la dégradation des hôpitaux pour encore plus servir la soupe aux riches.

RECRUDESCENCE DES ATTAQUES DE MICROBES : LES POPULATIONS ABANDONNÉES À LEUR SORT

Une vidéo récente a fait le tour des réseaux sociaux. C'est digne d'un film chinois de combat au sabre. La scène se passe dans le quartier populaire d'Attécoubé. On voit sur les images deux clans rivaux armés de machettes s'affronter et se taillader. Dans le même temps, les habitants sont terrés chez eux. On ne remarque aucune présence de corps habillés.

Des scènes de violence de ce genre sont devenues monnaie courante.

Le 13 Mars, Abobo Plaque a fait les frais d'une attaque de microbes. Bilan : un jeune homme d'une trentaine d'années est mort des suites de ses blessures après avoir été poignardé par ses agresseurs. Une femme a été gravement blessée à la tête. Argent, téléphones portables et autres objets de valeur ont été emportés.

L E U R S O C I E T E

La nouveauté, c'est que ces délinquants n'attendent plus la nuit pour agresser. Ils attaquent même de jour. Ils n'hésitent plus à entrer dans les cours pour faire les poches aux habitants. Nombreux sont les habitants qui envisagent sérieusement de quitter ce quartier car la situation devient intenable.

Depuis le 21 mars, Abobo Belleville fait régulièrement l'objet d'attaques de ce genre. Ça a commencé par une bagarre entre deux bandes rivales à coups de machettes. La police a fait état d'un mort, mais en réalité, il y en avait bien plus. Elle a annoncé l'arrestation de 3 meneurs et de 39 suspects. Mais cela n'a rien arrêté puisque le lendemain, le quartier faisait de nouveau l'objet d'attaques de ces mêmes jeunes. Aujourd'hui, les habitants vivent sur le qui-vive, car une attaque peut survenir à tout moment.

Plusieurs unités des corps habillés ont été créées pour combattre la criminalité. Mais curieusement lorsque les attaques surviennent, on les voit rarement intervenir !

Les gouvernements se succèdent et se ressemblent. La criminalité dans les quartiers pauvres continue de s'aggraver en même temps que la misère gagne du terrain. C'est en effet sur le terreau de la misère que pousse ce genre de délinquances. Et tant qu'on ne combattra pas la misère, on ne mettra pas fin à ses conséquences.

MENACE DE POLLUTION DE LA NAPPE PHRÉATIQUE A YOPOUGON : CE N'EST PLUS LE MOMENT DES CONSTATS !

Les ministres de l'Hydraulique et de la Construction et de l'Urbanisme ont fait une visite à la zone industrielle. Ces messieurs sont venus constater les dégâts que causent les constructions anarchiques, les eaux usées des usines et des particuliers ainsi que les écoulements d'eaux de pluie sur une des nappes phréatiques de la commune de Yopougon. Or cette nappe constitue le tiers de l'eau potable utilisée par la commune de Yopougon.

Certaines entreprises de la ZI déversent à même les caniveaux dehors toutes leurs eaux usées sans en être un tant soit peu inquiétées ! Pendant ce temps l'eau de la nappe continue de s'empoisonner.

Combien de morts faudra-t-il attendre pour que les autorités ouvrent les yeux et agissent enfin ?

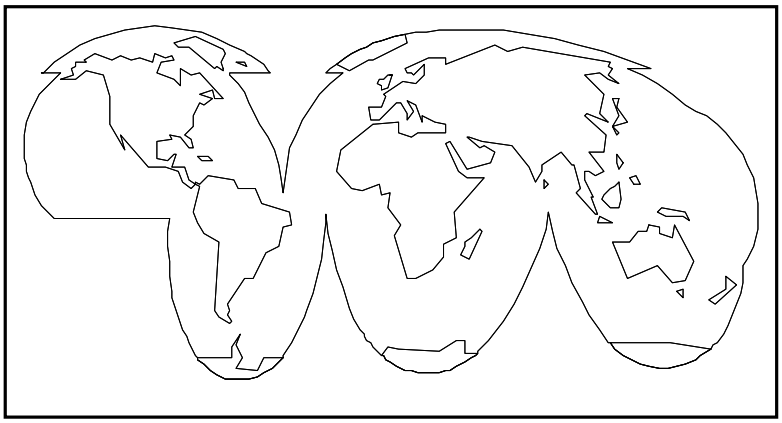
L E U R S O C I E T E

MATERNITÉS : L'ÉTAT N'EST PAS PRESSÉ DE METTRE FIN AUX TRACASSERIES ADMINISTRATIVES

L'État de Côte d'Ivoire avec l'appui de l'Unicef, a décidé de faire enregistrer les naissances à la maternité dans le but de diminuer le nombre d'enfants sans documents administratifs. Mais sur les 1347 maternités que compte le pays, seuls 407 sont concernés par ce projet. Mais les tracasseries administratives ne sont pas finies pour autant y compris là où les extraits seront délivrés puisque les parents devront se rendre ensuite dans les mairies ou les sous-préfectures pour parachever les papiers. En fin de compte, la réalisation des documents administratifs reste souvent inachevée. Et ce que l'Etat prétend vouloir éviter ne l'est pas !

Il aurait été plus simple, comme le recommandait un employé de l'Etat civil, de mettre des antennes de la mairie ou de l'état civil dans chaque maternité. Ce ne sont pas les bras qui manquent ni les installations. Une simple bâche peut parfois suffire. Mais comme pour tout ce qui concerne les pauvres, l'Etat n'est jamais pressé !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

MALI : UNE TRAGÉDIE QUI ÉTAIT PRÉVISIBLE

Le village peul d'Ogussagou, dans le centre du Mali, a été le théâtre d'un bain de sang d'une violence inouïe le 23 mars dernier. Le bilan provisoire fait état d'au moins 160 morts dont de nombreuses femmes et enfants, et des centaines de blessés. Cette barbarie serait l'œuvre d'une milice d'autodéfense dogon nommée Dan Nan Ambassagou.

Selon l'antenne de l'ONU présente au Mali, il y a eu déjà eu 58 attaques de ce genre dans cette même région du Centre depuis 2018, faisant plus de 500 tués. En effet, les conflits entre agriculteurs dogons ou bambaras et éleveurs peuls pour l'accès à la terre ne sont pas une nouveauté dans la région, comme dans toute cette partie de l'Afrique. Mais ils ont été exacerbés au Mali par la guerre. Les groupes djihadistes qui avaient envahi le Nord n'ont pas disparu, mais ont essaimé dans tout le pays. L'un d'entre eux est apparu dans le centre du pays et a recruté dans les populations musulmanes d'origine peule. Tous les habitants des villages peuls ont alors été soupçonnés de soutenir les djihadistes, accusés d'être responsables de leurs exactions.

Des milices dites d'autodéfense se sont constituées des deux côtés. Les Dogons ont formé Dan Nan Ambassagou, avec l'objectif de protéger leur communauté. Les Peuls ont constitué l'Alliance pour le salut du Sahel pour, disaient-ils, défendre les civils peuls du centre du Mali et du Burkina Faso contre les milices de l'autre camp. Les attaques de villages se sont succédé, avec les assassinats visant des personnes influentes de chaque communauté, les interdictions d'accès à certains points d'eau, foires ou villages.

Dans ces régions, l'État est totalement inexistant, et la population doit se débrouiller elle-même pour gérer ses problèmes. L'armée malienne, dont un camp est situé à 20 km du lieu du massacre, a mis quatre heures à arriver sur les lieux. Des galonnés ont même eu le culot de dire qu'ils ne pouvaient pas trouver les coupables parce qu'il n'y aurait pas de témoins pouvant reconnaitre leur identité.

Devant l'indignation et la colère que cette tuerie a provoqué au sein de la population, y compris jusqu'à Bamako, le président malien a limogé trois chefs de l'armée et dissous officiellement, c'est-à-dire pour la forme, la milice dogon. Mais tout cela ne change absolument rien. Les habitants de la région, qu'ils soient peuls, dogons, bambaras ou autres, sont pris dans l'engrenage d'un affrontement ethnique meurtrier, d'autant plus certaines personnes n'hésitent pas à propager un discours de revanche et de haines avec un relent ethnique. Des représailles ont déjà eu lieu dans d'autres villages où cette-fois, ce sont les Dogons qui ont été tués. Personne ne sait jusqu'où ira cet engrenage.

Le gouvernement était au courant du danger que constituait la prolifération de ces milices. Parfois c'est lui-même qui armait certains groupes paramilitaires comme le Gatia dans le Nord pour faire face à l'influence des groupes indépendantistes liés à l'Azawad.

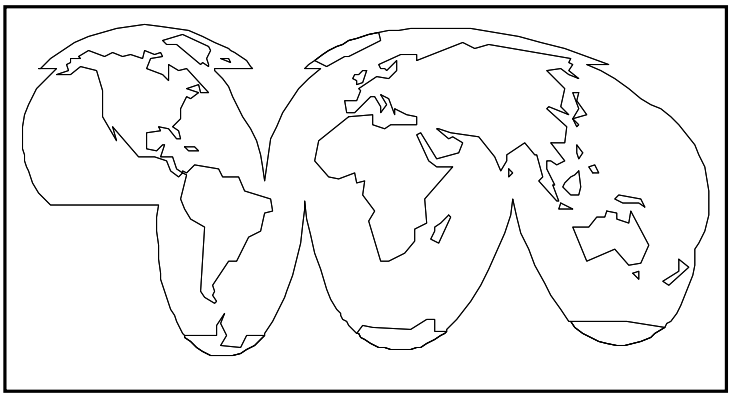
Dans le pays dogon comme dans les zones de peuplement peul telle que la région de Mopti, des habitants inquiets de la montée des menaces ont plusieurs fois

demandé aux autorités de procéder au désarmement de ces milices mais le gouvernement s'est contenté de proclamer que tout le monde devrait déposer les armes à compter de fin janvier 2019. L'armée malienne était plus occupée à terroriser et à racketter les petites gens qu'à affronter les milices armées. Et ce qui devait arriver a fini par arriver : le bain de sang.

IBK est venu verser des larmes dans le lieu du massacre et a décrété un deuil national mais les populations restent dans la crainte de nouveaux massacres ; elles n'ont aucune confiance dans l'armée malienne. Certains préfèrent la présence des casques bleus de l'ONU pour les protéger.

Ce qui est sûr c'est que les forces de l'ONU déjà présentes au Mali tout comme celle de l'opération Barkhane de l'impérialisme français, ne sont pas là pour protéger les populations mais avant tout pour garantir les intérêts des capitalistes français et autres dans la sous-région.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.